DECLARATION A LA PRESIDENTE AU CTSD ALPC du 9 décembre 2015

Vous réunissez le comité technique avec, en point principal, à l’ordre du jour, la consultation sur la mise en place de l’organisation de la DIRECCTE ALPC.

**La CGT l’a déjà dit : la réforme est un vaste plan social dans le sens où elle constitue une restructuration pour adapter la Direccte à la diminution constante des effectifs.**

Par rapport aux demandes du CHSCT et à votre réponse, nous refusons la mise en place d’une simple commission de suivi au détriment d’une véritable expertise.

Nous constatons que nous n’avons toujours pas la liste des postes en UT et UR susceptibles de passer sous le conseil régional c'est-à-dire potentiellement à travailler pour le Front National dans un bon nombre de régions.

Vous ne nous avez amené aucun engagement de maintien ou d’augmentation d’effectifs, vous ne vous y opposez même pas, ce qui vous inscrit dans la ligne des décisions nationales.

Enfin à aucun moment vous n’avez été en capacité de démontrer que la réforme serait bénéfique à la fois pour les agents et pour les usagers du **S**ervice **P**ublic.

**Moins d’ETAT, Moins de Service Public** : c’est l’abandon des populations surtout les plus démunies et l’éclatement des territoires induisant une inégalité entre les citoyens.

Nous vous demandons de faire les choses dans l’ordre :

1/ le recours à une expertise et la mise à jour des DUER en particulier celui d’AQUITAINE

2/ la transmission de la liste des postes qui seront transférés au Conseil Régional.

La CGT vous demande de suspendre la contre-réforme tant que vous n’aurez pas apporté les garanties en matière d’emplois et sur l’aspect positif de la réforme.

**En conséquence et au vu de nos déclarations, nous vous informons que nous ne siègerons pas ce jour au CTSD mais nous en profitons pour vous rappeler que nos collègues sont toujours en attente de réponse sur leur avenir professionnel.**